



Programme de gestion  
du littoral ouest-africain

# Intégration régionale

HISTOIRES D'IMPACT



WORLD BANK GROUP

PROBLUE

Les écosystèmes côtiers d'Afrique de l'Ouest et les services vitaux qu'ils fournissent sont confrontés à de multiples défis. La croissance démographique et l'urbanisation exercent une pression sur les ressources naturelles de la région, tandis que l'extraction de sable érode le littoral, ce qui entraîne un recul de 10 mètres par an dans certaines zones.

Aggravés par le changement climatique et de l'augmentation des risques de catastrophe, ces défis menacent la sécurité et les moyens de subsistance des populations côtières, tout en mettant en péril les infrastructures de leurs pays. Les effets dépassent les frontières nationales et nécessitent un engagement à long terme en faveur d'interventions concertées à plusieurs niveaux.



## Le Programme de gestion du littoral ouest-africain

Le Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) de la Banque mondiale a été lancé en 2018 avec pour objectif de renforcer la résilience du littoral. Le programme de 630 millions de dollars travaille avec les pays pour une meilleure gestion des ressources communes en luttant contre l'érosion côtière, les inondations et la pollution. Le projet WACA est actuellement présent dans neuf pays (le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, São Tomé-et-Príncipe, le Sénégal et le Togo) mais ses interventions régionales s'étendent à l'ensemble des 17 pays de la région.

Le projet WACA est un effort de collaboration qui n'aurait pas été possible sans le soutien de ses partenaires financiers, de mise en œuvre et de programme. Ses 11 institutions partenaires régionales sont coordonnées par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) afin de garantir l'harmonisation des travaux et leur appropriation par les pays bénéficiaires. La Banque mondiale et ses partenaires étudient actuellement les moyens d'étendre les résultats du programme WACA en stimulant l'économie bleue de l'Afrique afin de générer des aliments et des emplois bleus, et de protéger les écosystèmes pour assurer leur résilience.

## À propos de cette série

Financée par le Fonds nordique de développement, PROBLUE et la Banque mondiale, cette série d'articles présente les projets phares et à fort impact du programme WACA sous différents angles. Cette publication présente des exemples de la manière dont le projet WACA favorise l'intégration dans la région, en mettant l'accent sur les politiques, les partenariats et la collaboration.

## Publications de la série

[1. Intégration régionale](#)

[2. Protection du littoral](#)

[3. Investissements transfrontaliers](#)

[4. Résilience sociale](#)

[5. Élargir les financements](#)

[6. Partenariats avec le secteur privé](#)

[7. Pollution plastique marine et côtière](#)

[8. Développer le capital connaissances](#)

Photo de couverture: © Banque mondiale

## Pourquoi le Projet WACA privilégie l'intégration régionale

L'importance accordée par le programme WACA à l'intégration régionale tient à l'ampleur et à la nature des défis sociaux et environnementaux auxquels sont confrontés les pays du littoral ouest-africain. Ces défis recoupent plusieurs secteurs, et sont techniquement complexes et coûteux à relever. En outre, ils exigent un engagement transfrontalier à long terme qui perdurera au-delà des changements potentiels dans les structures de gouvernance et des individus qui les composent.

Cette publication porte sur les efforts déployés par le projet WACA pour renforcer l'intégration régionale. Il s'agit notamment d'harmoniser les politiques au-delà des frontières, de mettre en place des outils de soutien et des partenariats stratégiques pour pérenniser et développer des solutions, et de renforcer directement la collaboration entre les institutions régionales afin d'accélérer l'action. Certaines situations exigent des solutions transfrontalières communes, comme dans le cas du [Togo](#) et du [Bénin](#).

## Activité Phare

### L'Observatoire du littoral ouest-africain

#### Suivi de l'état et de l'évolution de l'environnement côtier et des effets des mesures de gestion

L'Observatoire du littoral ouest-africain, hébergé par le *Centre de suivi écologique de Dakar (CSE)*, a cartographié chaque segment du littoral, de la Mauritanie au Bénin, caractérisé l'environnement biophysique et suggéré des mesures de gestion des zones côtières nécessaires pour préserver la santé et la productivité de la côte.

Les zones côtières sont des environnements dynamiques et complexes où se rencontrent les effets des courants océaniques, du transport des sédiments, des changements écologiques et des activités humaines. Des connaissances scientifiques solides sont essentielles pour une gestion intégrée et durable des zones côtières, car elles permettent aux décideurs d'évaluer les conditions actuelles, de modéliser les changements futurs et d'évaluer les impacts potentiels des différentes mesures de gestion. Les données scientifiques permettent également d'identifier les zones à risque qui nécessitent des stratégies d'atténuation et de garantir l'utilisation durable des ressources côtières.

Des données complètes, produites par l'observation et le suivi, sont la pierre angulaire d'une telle compréhension scientifique et sont essentielles pour relever les défis cruciaux de la région. Ces défis comprennent l'érosion rapide du littoral, qui dépasse 10 mètres par an dans certaines zones, l'épuisement des ressources halieutiques dont beaucoup sont pleinement exploitées ou surexploitées, l'insuffisance des infrastructures d'assainissement, la plupart des zones urbaines étant dépourvues de services d'assainissements, et la perte importante de mangroves, environ un quart des écosystèmes vitaux de la région ayant été dégradés ou détruits au cours des deux ou trois dernières décennies.



## La contribution du programme WACA à la recherche de solutions

Consciente de la nécessité d'une approche coordonnée fondée sur des données probantes, l'UEMOA, en partenariat avec la CEDEAO et l'UICN, a lancé en 2007 une initiative pour la résilience côtière. En 2011, cette initiative a donné lieu au Schéma Directeur Régional du Littoral de l'Afrique de l'Ouest (SDLAO) et à la Mission d'Observation du Littoral Ouest Africain (MOLOA), qui regroupe 11 pays, de la Mauritanie au Bénin. Les ministres de l'Environnement de ces pays se sont engagés à mieux comprendre les processus scientifiques et biophysiques qui affectent les zones côtières, et ont commencé à plaider en faveur de la création d'un Observatoire régional du littoral ouest-africain (ORLOA). Pour suivre le rythme de la nature dynamique des zones côtières, l'UEMOA s'est également engagée à actualiser périodiquement le SDLAO avec des rapports sur l'état du littoral.

Aujourd'hui, l'ORLOA et le Rapport sur l'état du littoral ouest-africain constituent les fondements d'une approche régionale coordonnée de la gestion du littoral ouest-africain. Ces deux instruments sont mis en œuvre par le CSE.

### ORLOA, l'Observatoire régional du littoral ouest-africain

L'ORLOA en cours de développement s'appuie sur la MOLOA existante. Avec le soutien continu du projet WACA, qui a stimulé son expansion dans de nouveaux pays et institutionnalisé l'initiative, l'ORLOA devrait se voir accorder un statut juridique et un ancrage institutionnel au sein de l'UEMOA. À l'avenir, l'observatoire passera de 12 pays membres (les pays de la MOLOA plus São Tomé et Príncipe) à 17 pays, dont le Gabon.

La mission de l'ORLOA est résumée dans l'expression « observer pour mieux comprendre, mieux comprendre pour mieux décider. » Il s'agit notamment de produire des données et des informations fiables sur la dynamique des zones marines et côtières, de promouvoir la connaissance scientifique et technique du littoral, de renforcer les capacités des acteurs régionaux et nationaux et de diffuser des informations et des connaissances harmonisées sur le littoral à l'ensemble des parties prenantes. À ce jour, les principales réalisations d'ORLOA sont les suivantes :

- **L'élaboration et la mise en œuvre de trois des sept indicateurs régionaux** tout en utilisant des données d'observation de la Terre pour assurer l'uniformité entre les pays, étant donné que les systèmes de mesure des données météorologiques varient d'un pays à l'autre. Les trois indicateurs régionaux retenus sont l'érosion (surveillance du trait de côte), l'artificialisation du littoral (cartographie des ouvrages de protection) et la pollution (cartographie des industries potentiellement polluantes).
- **La mise en place d'une communauté de pratique pour les participants à l'observation côtière de 12 pays du projet WACA**, ainsi que des activités de renforcement des capacités axées sur le suivi des indicateurs nationaux et d'une plateforme de partage de données.

- **La mise en place du Réseau régional d'alerte côtière ouest-africain**, qui a commencé à intégrer les systèmes nationaux d'alerte précoce, en identifiant les besoins respectifs des pays et en assurant le suivi de la mise en œuvre des activités connexes.

### Le Rapport sur l'état du littoral ouest-africain

Le projet WACA soutient la mise à jour périodique du rapport sur l'état du littoral ouest-africain. Ce rapport examine les changements côtiers en relation avec les développements socio-économiques et les risques naturels, ce qui permet d'identifier les principaux problèmes côtiers par secteur et par zone d'intervention ou d'action prioritaire.

L'édition 2020 du Rapport sur l'état du littoral ouest-africain a été validée et l'édition 2024 est en cours de production. Ces rapports jettent les bases scientifiques nécessaires à la compréhension de l'état du littoral de l'Afrique de l'Ouest et à l'orientation des décisions régionales en matière de politiques, de planification et de gestion pour relever les défis côtiers. Les publics cibles comprennent les gestionnaires des terres, les décideurs et les bailleurs de fonds.

Plus de 144 experts ont participé à la mise à jour du rapport en 2020. Cet effort considérable a été rendu possible grâce au dévouement et à la mobilisation des institutions et des parties prenantes aux niveaux national et régional, ainsi qu'au soutien de la plateforme WACA pour mobiliser l'expertise internationale. Le Rapport 2020 sur l'état du littoral de l'Afrique de l'Ouest comprend :

- **Un document général** qui offre une vue d'ensemble régionale du littoral ouest-africain et examine les risques côtiers et les réponses à y apporter. Ce document compile les dernières recherches scientifiques sur la zone côtière ouest-africaine.
- **Une évaluation détaillée des secteurs côtiers propres à chaque pays** qui compare l'état actuel des actifs et des risques à la situation de référence en 2010 et, sur cette base, formule des recommandations en matière de gestion et de suivi. Cette évaluation a été élaborée en étroite collaboration avec les administrations de chaque pays, sous la coordination de leurs ministères de l'Environnement respectifs et du CSE.
- **Une section cartographique** comprenant des cartes détaillées illustrant les conditions biophysiques et socio-économiques, les aléas et les problèmes affectant le littoral. Les données cartographiques sont disponibles en ligne sur la [plateforme SIG](#) du Partenariat régional pour la conservation de la zone côtière et marine (PRCM).

## Prochaines étapes

L'observatoire régional compte s'appuyer sur les systèmes d'observation nationaux et améliorer l'accès aux données marines et côtières nécessaires à la prévention et à la gestion des aléas côtiers, contribuant ainsi à la mise à jour régulière du Rapport sur l'état du littoral.

Les efforts futurs permettront de renforcer, de surveiller et de promouvoir le réseau d'observation en développement et d'intensifier la centralisation et l'échange de données publiques afin d'améliorer la compréhension de la dynamique et des pressions côtières. Ce processus à long terme nécessitera une coordination et un dialogue solides entre tous les systèmes d'observation nationaux, ainsi qu'un renforcement des capacités techniques au sein des pays et au niveau régional.

## Activité Phare

### Le comité de pilotage régional du projet WACA

#### Le comité de pilotage régional du projet WACA se fait le champion de l'intégration

La gestion efficace des écosystèmes côtiers, fondement de la résilience côtière, est une tâche complexe qui nécessite une planification coordonnée et intégrée à l'échelle régionale. Cependant, les cadres politiques, réglementaires et institutionnels régionaux actuels ne sont pas suffisamment développés pour permettre cette intégration et cette coordination, ce qui rend l'Afrique de l'Ouest vulnérable aux défis environnementaux tels que l'érosion côtière et la pollution.

## La contribution du programme WACA à la recherche de solutions

Le Comité régional de pilotage du WACA, entité chargée d'orienter la stratégie globale du projet WACA, réunit de hauts responsables des pays d'Afrique de l'Ouest et des acteurs importants d'entités régionales, telles que l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Convention d'Abidjan (ABC), le PRCM, le CSE, le Réseau régional d'aires marines protégées en Afrique de l'Ouest (RAMPAO), le Centre d'excellence africain pour la résilience côtière (ACECoR) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) pour fournir des conseils sur les interventions transfrontalières, soutenir le dialogue politique entre les pays et faciliter la mobilisation des ressources.

Les membres du Comité de pilotage régional, que l'on peut qualifier de champions de la résilience côtière de la région dans leurs pays et dans la région, défendent les objectifs du projet WACA au plus haut niveau de la région, rationalisant ainsi la mise à l'échelle du projet WACA en facilitant l'intégration de nouveaux pays et partenaires. Il joue également un rôle clé dans la coordination des activités avec d'autres partenaires et parties prenantes de la région. Cette question est examinée plus en détail dans la publication sur les partenariats.

En plus de défendre activement la résilience côtière, le Comité de pilotage régional évalue les résultats et les impacts régionaux du projet WACA. Les membres se réunissent tous les six mois pour surveiller les impacts et fournir des orientations stratégiques afin de s'assurer que le travail du projet WACA cible les zones géographiques et les secteurs les plus vulnérables de manière coordonnée.

Si nécessaire, des OSC et des chercheurs sont invités à assister à ces réunions pour apporter des éléments contextuels et techniques ou simplement partager leurs expériences, renforçant ainsi les capacités et les compétences de leadership des membres du comité de pilotage tout en veillant à ce que les activités du projet WACA soient basées sur des données probantes et alignées sur les besoins des bénéficiaires sur le terrain.

Le renforcement des capacités techniques des membres du Comité de pilotage régional est un élément important de l'approche adoptée par le WACA visant à renforcer l'expertise locale. Par exemple, pour renforcer les capacités techniques de l'UEMOA, le projet WACA a soutenu l'élaboration d'un plan d'action régional d'investissement stratégique (RSIAP), qui aide à identifier les investissements prometteurs et définit les processus de planification nécessaires pour les sécuriser. La stratégie, qui a été validée par la réunion ministérielle du projet WACA, comprend un examen des processus d'investissement multisectoriels, une évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre des plans d'investissement multisectoriels des pays, une méthodologie et un modèle pour les processus de planification, une description du rôle des initiatives régionales et un plan d'action régional.

Le Comité de pilotage régional du projet WACA bénéficie de l'appui de la Plateforme WACA, qui est une activité d'assistance technique gérée par la Banque mondiale. La Plateforme WACA : (i) facilite la diffusion de connaissances, d'expertise, de bonnes pratiques mondiales et d'assistance technique ; (ii) simplifie l'accès au financement des investissements dans la résilience côtière ; et (iii) favorise le dialogue et la participation d'autres partenaires clés, notamment le secteur privé et la société civile.



## Prochaines étapes

Le Comité de pilotage régional du projet WACA continuera d'intervenir au plus haut niveau de la région pour sensibiliser aux défis complexes et multisectoriels auxquels la région est confrontée et à la manière dont le WACA peut permettre le niveau d'intégration nécessaire pour relever ces défis à long terme.

Au-delà de ces engagements, le projet WACA continuera d'œuvrer au renforcement des capacités techniques locales et au transfert du travail de mobilisation et de développement de la Plateforme WACA aux institutions locales.

« Le projet WACA est un très bon exemple de pays qui unissent leurs efforts pour résoudre des problèmes communs qui transcendent les frontières. En réunissant régulièrement des hauts responsables des pays et de grandes institutions, le projet WACA a ouvert la voie à la synchronisation des politiques pour une mise en œuvre réussie des interventions transfrontalières et une amélioration durable de la résilience côtière. »

– *Boutheina Guermazi,*

*Directrice de l'intégration régionale de pour l'Afrique et le Moyen-Orient à la Banque mondiale*

## Autres Initiatives Modèles



1

### Former des champions de la résilience côtière

**Le défi** Pour réussir à renforcer la résilience côtière dans la région, les projets WACA doivent mobiliser une coalition d'institutions nationales et régionales capables de coordonner les efforts de toutes les parties prenantes et de tous les citoyens. Le Comité de pilotage régional et les Comités de pilotage nationaux de WACA sont bien placés pour jouer ce rôle de mobilisation et de plaider en faveur de la résilience côtière.

**La solution** Le Comité régional de pilotage de WACA a reçu une formation « bootcamp » destinée à doter ses membres d'outils et d'approches de leadership afin de mobiliser pour le changement et de faire des membres des champions de la résilience côtière. Ces exercices pratiques ont encouragé les membres du comité à élaborer des plans d'action communs et personnels, et ont fourni un soutien à ces plans par le biais de séances mensuelles de coaching d'équipe.

Au niveau national, les unités d'exécution des projets et les parties prenantes locales ont également bénéficié d'une formation adaptée en matière de collaboration et de compétences techniques, y compris en gestion, planification et négociations de projet. Les participants ont été accompagnés par des coachs locaux et internationaux pour les aider à réaliser leurs plans d'action.



2

### Renforcer les politiques et la législation côtières

**Le défi** Dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest, les lois et politiques relatives au littoral souffrent de fragmentation, de chevauchements, d'incohérences et parfois d'obsolescence. Avec des lacunes dans les politiques en matière de changement climatique et environnemental, des mécanismes d'application faibles et des institutions peu efficaces, et des règles peu claires relatives aux droits de propriété et à l'utilisation des terres, la base juridique existante empêche les pays ouest-africains de lutter efficacement contre la dégradation côtière, malgré leur volonté de le faire. En fin de compte, les pays d'Afrique de l'Ouest ont besoin de systèmes de gouvernance solides qui leur permettent de prendre des décisions et de planifier efficacement l'utilisation des zones côtières.

**La solution** Les [Atlas du droit marin et côtier](#) sont des outils interactifs qui fournissent une vue d'ensemble complète de l'état des lois environnementales, marines et côtières dans les pays du projet WACA. Les atlas cartographient toutes les informations géographiques intégrées dans les lois et politiques existantes, créant ainsi une représentation accessible et complète du cadre juridique de chaque pays. Les atlas contiennent des informations telles que les frontières maritimes, les zones protégées et les réglementations relatives à l'exploitation industrielle (comme le pétrole et le gaz, le transport maritime, la pêche, etc.).

Un deuxième produit, une Note de bonnes pratiques, reflète les meilleures pratiques internationales et facilite une meilleure compréhension et intégration de l'évolution du cadre juridique et politique face à des défis nouveaux tels que le changement climatique et l'élévation du niveau de la mer.

## Perspectives

### Pérenniser et élargir l'impact

L'intégration régionale est un investissement à long terme qui est essentiel pour une résilience côtière durable. Elle exige un engagement concerté, une planification et une répartition des ressources et des capacités entre de nombreuses parties prenantes.

S'appuyant sur l'exemple du WACA+ de Sao Tomé-et-Principe, où l'accent a été mis sur la résilience comme fondement de l'économie bleue, l'intégration régionale est un impératif pour accompagner les pays et les institutions régionales dans le développement d'activités stratégiques qui auront les impacts positifs souhaités sur le bien-être environnemental, social et économique dans la région.



© Adobe Stock

### Nous remercions particulièrement nos partenaires qui ont rendu le programme WACA possible

L'Agence Française de Développement, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), l'Agence spatiale européenne, le Fonds français pour l'environnement mondial, le Fonds pour l'environnement Mondial, le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement, le Mécanisme mondial de financement des infrastructures, le Programme Mondial pour le développement durable, la Société financière internationale (SFI), Invest International, le Fonds de partenariat Corée-Banque mondiale, le ministère de la Transition écologique et solidaire (France), le Mécanisme de soutien aux contributions déterminées au niveau national (CND), le Fonds nordique de développement, le Mécanisme consultatif pour le renforcement des infrastructures par des partenariats public-privé (PPIAF), le Mécanisme de conseil à l'appui de la formation de partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), et le Groupe de la Banque mondiale.



Nordic Development Fund



